

DYnamiques TERRitoriales et FONcières dans le Rural en Transition du Grand-Ouest de la France : principaux axes de recherche et premiers résultats méthodologiques

Aziz Kali, Christine Margétic, ESO-NANTES, UNIVERSITÉ DE NANTES - UMR 6590 - CNRS
Yvon Le Caro, ESO-RENNES UNIVERSITÉ RENNES II - UMR 6590 - CNRS
avec la collaboration de **Sophie Bonin**, ENSP -VERSAILLES

DYTEFORT, DYnamiques TERRitoriales et FONcières dans le Rural en Transition du Grand-Ouest de la France, est un programme de recherche retenu dans le cadre de l'appel à projet PSDR (Pour et Sur le Développement Régional) financé par l'INRA, le CEMAGREF et différentes Régions administratives¹. D'une durée de 36 mois, ce programme se clôturera fin 2011.

L'intitulé du programme renvoie à deux thèmes de réflexion particulièrement mobilisateurs.

D'une part, au cours des six dernières décennies, de multiples transformations – mutations – démographiques, sociales et économiques ont profondément bouleversé l'organisation des campagnes du monde occidental. Leur ampleur, et la rapidité à laquelle elles se sont opérées, ont donné naissance à de nouvelles réalités rurales qui reflètent une attractivité émergente ou renouvelée. Ce sont certaines de ces nouvelles réalités qui seront explorées.

D'autre part, la SEGESA dans *Quelle France rurale en 2020 ?* (DATAR, 2003) a conçu une typologie des espaces ruraux qui met en exergue un « rural en transition »². Elle regroupe une partie conséquente des communes du Grand Ouest et sont l'objet, ou pourraient être l'objet, d'évolutions de différents types dont on ne saisit pas forcément aujourd'hui le point d'arrivée. Entre périurbanisation et nouvelles ruralités les campagnes se réinventent et d'autres modèles socio-spatiaux peuvent émerger, ces communes (une partie) pourraient ouvrir la voie à ce mouvement encore à découvrir.

Aborder ces espaces sous l'angle de « nouvelles réalités rurales » nous conduit à privilégier une approche plus prospective autour de la notion de ressource territoriale. Ce qui nous importe, ce n'est pas d'analyser les résultats de dynamiques en cours³, mais plutôt de montrer ces espaces comme porteurs de potentialités, liées aux activités, au foncier, au pay-

sage, à des données matérielles ou immatérielles spécifiques ou qui leur deviennent spécifiques (Bonin, 2008 ; Bonin, 2004), et d'anticiper d'éventuelles recompositions territoriales tenant compte de perceptions évolutives et d'une diversité de perceptions pour ces espaces à enjeux.

Dans ce cadre, la question principale à laquelle les partenaires de l'équipe vont s'attacher à répondre est la suivante : dans un contexte de recomposition des territoires dans les espaces ruraux en transition du Grand-Ouest, quelle marge de manœuvre ont les acteurs (économiques – dont les agriculteurs – et politiques) pour anticiper et encadrer les mutations en cours ou à venir, notamment foncières ?

Après une présentation rapide des attendus du projet seront évoqués de premiers résultats avant tout méthodologiques.

1- Dans le cadre du PSDR Grand-Ouest, les régions partenaires sont la Basse-Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes.

2- Selon la DIACT, anciens cantons agricoles affectés par l'exode qui se tournent vers une économie à la fois plus résidentielle et plus tertiaire, et qui correspondent le plus souvent aux troisièmes « ceintures » périurbaines de grandes ou petites villes ou en espace rétro-littoral. Globalement, ce sont des espaces dans lesquels plusieurs futurs seraient encore possibles malgré un contexte de densification lié à une attractivité renouvelée du foncier.

3- De nombreux travaux existent déjà sur le périurbain et sur l'urbanisation du littoral, voir acte du colloque : *les périphéries urbaines. Quelle société ? Quels espaces ? Quels dynamismes ?* ayant souligné à juste titre la pluralité de cet ensemble socio-spatial mixte (les périurbains). Plus récemment a émergé la question de l'autonomisation du périurbain : à la structuration « centre-périphérie » succède, avec de fortes variations spatiales et temporelles, une structuration dans laquelle la périphérie tend à devenir centrale (Arlaud et al, 2005) tout en se fragmentant. D'autres discontinuités spatiales prennent forme, ou encore des espaces flous, peu stabilisés, à leurs marges. Parfois qualifiés de « tiers espace » (Vanier, 2003), ces derniers sont traversés par de nouvelles tensions – entre les lieux, les moments, les populations –, par de nouvelles césures, parfois invisibles au premier abord.

1- UN PROJET DÉCLINÉ EN CINQ VOLETS DE RECHERCHE

Pluridisciplinaire⁴, ce programme a pour originalité de mobiliser aux côtés des chercheurs des acteurs territoriaux⁵ qui ont participé dès l'amont à la construction même du projet. Ainsi se sont dégagés cinq axes de recherche appréhendés à différentes échelles.

VR1 : Contextualisation du processus d'étalement urbain dans le Grand Ouest (littoral et intérieur)

Dans le VR1, un regard global est porté sur le Grand Ouest comme entité matricielle et originale. C'est le point de départ nécessaire pour alimenter et confronter le travail des chercheurs, qui lui, sera réalisé plus naturellement sur les espaces ciblés. Ainsi, à partir de données statistiques variées, d'échelle communale ou cantonale, et d'une recension analytique des observatoires et des études déjà réalisés, seront conçus des indicateurs aptes à caractériser la nature et l'intensité des processus de recomposition en Grand-Ouest en termes de socio-démographie (composante migratoire/naturelle, PCS, revenus...), d'habitat (caractérisation d'évolution du parc de logements : rythme de construction, nature, formes, etc.), d'attractivité résidentielle, économique et/ou touristique (origines géographiques des nouveaux résidents ou de nouvelles activités, dynamiques économiques induites, de mobilités etc. depuis les années 1960. L'exploitation de cette base et le travail cartographique associé vont déboucher sur la construction de typologies territoriales. Les huit terrains retenus seront positionnés dans cette typologie qui se veut à portée sémantique.

VR2 : La constructivité du rural en transition : quels déterminants et quelle cohérence territoriale pour quelles demandes ?

Ce VR s'intéresse aux facteurs influant sur la cons-

4- Laboratoires de recherche : Géographie : UMR ESO (Angers, Caen, Nantes, Rennes), ICOTEM (Poitiers), UMR LIENSS (La Rochelle), UMR LETG (Caen), INH (Angers). Sociologie : ESA (Angers). Droit : IRDP, UMR DCS (Nantes). Économie : INRA (Rennes)

5- Chambres d'Agriculture de l'Arc atlantique (AC3A), Institut d'aménagement de l'arc atlantique (IAAT), Centre d'études techniques de l'équipement de l'Ouest (CETE Ouest), Direction départementale de l'équipement du Calvados (DDE 14), Fédération des groupes d'études et de développement agricole de Bretagne (FRGEDA), Fédération régionale des CIVAM de Bretagne (FRCIVAM), Agglomération de Lorient (56), Coglais Communauté (35), AIRE 198 (86), Réseau des animateurs de conseil en développement (49), Terres en Villes.

truction/recomposition des territoires en ciblant trois entrées spécifiques. En premier lieu, les questions de mobilités de personnes (mobilités résidentielles, pendulaires, de loisirs), de constructions de nouvelles polarités (commerces, services, activités) ou d'attractivité de ces espaces (l'agriculture, facteur d'attractivité ou repoussoir ?) renvoient à des questionnements sur les stratégies d'action des acteurs en présence. En second lieu, parmi ces acteurs, seront ciblés les acteurs politiques et leur participation à ces nouvelles configurations territoriales. Enfin, sources d'externalités positives, considérées tantôt comme potentiel de revenu supplémentaire ou comme patrimoine commun, la question semble se poser de l'intérêt de détenir et/ou de valoriser aujourd'hui une ressource plus ou moins « rare » (terre, eau, paysages).

VR3 : Usages et représentations des espaces agricoles

Pour le troisième volet, les chercheurs empruntent trois cheminements d'analyse constitutifs de l'usage et des représentations des espaces agricoles dans les terrains d'expérimentation sélectionnés.

En continuité avec d'autres travaux (Duvillard et al, 2007 ; Sencébé, 2005 ; Prados, 2005), l'étude – statistique – des marchés fonciers⁶ va permettre de déconstruire les logiques, processus et enjeux sous-tendus localement. Elle sera complétée d'une approche plus originale de l'impact des propriétaires agricoles dans ces marchés (base SAFER).

Le deuxième cheminement qu'empruntent les chercheurs, aborde le rapport que l'Homme entretient avec les paysages agricoles. Plusieurs pistes seront développées comme la question de l'avenir du bâti agricole (destruction ? reconversion ?), du rapport de l'homme à la nature et aux paysages agricoles, de la valorisation patrimoniale du foncier agricole.

Le troisième point du VR3 cible les questions de représentation du monde agricole prenant la terre agricole comme espace vécu et partagé pour les agriculteurs mais aussi comme espace contraint et soumis, de plus en plus, pour des raisons d'adaptation du monde agricole à des exigences par

6- L'étude des marchés fonciers, des évolutions du marché immobilier et des acteurs afférents (propriétaires, acquéreurs) sera réalisée à partir de données restreintes (PERVAL, FILOCOM).

exemple réglementaires relevant du code de l'urbanisme (règle sur l'épandage, circulation sur voirie des véhicules agricoles). En abordant la question des représentations, ce dernier point s'attache par des méthodes novatrices de recherche en sciences sociales (« groupes de discussion ») à soulever les questions du construit social des territoires.

VR4 : Analyse des modes de gouvernance, pour une analyse socio-juridique

Le VR 4 analyse les modes de gouvernance autour du foncier, à travers une analyse socio-juridique qui se propose de revisiter ce thème. Plusieurs travaux (Morardet, 1994 ; INSEE, 2007) traduisent entre autres la difficulté pour le monde agricole, comme pour la recherche, à construire une articulation stable entre les logiques de filières et les nécessités territoriales (Le Caro et al, 2007). En fait se pose la question des modes de construction de l'action publique, que la sociologie de la traduction analyse à partir d'une grille de lecture de l'émergence de compromis autour d'innovations techniques, institutionnelles, sociales et les chaînages entre acteurs et actants (Amblard et al, 1996 ; Callon et al, 2001). Cette grille est révélatrice de la faible traduction en action publique de l'agriculture périurbaine (Bertrand et al, 2006) et est à adapter pour cerner les ressources territoriales du rural en transition. L'action publique passe aussi par l'établissement de règles juridiques, et dans cet espace, on voit émerger de nouvelles formes de négociation, de transaction, de gouvernance concernant l'affectation, la propriété et l'usage du foncier agricole, mobilisant un nombre croissant d'acteurs selon des degrés d'appropriation et de perception des outils/enjeux très variables, pas nécessairement à l'avantage des agriculteurs. Cette approche de sociologie juridique est assez originale et, complétée d'un travail plus classique en droit rural, elle apportera une analyse critique d'outils et de procédures souvent mal perçues dans leur globalité par des structures rurales peu dotées en ingénierie.

VR5 : Comment anticiper une éventuelle désarticulation de l'espace dans le rural en transition du Grand Ouest ?

Conclusif, le VR5 renvoie à l'idée que l'étalement urbain appelle un redéploiement de la pensée prospective pour les acteurs économiques, sociaux et politiques en même temps qu'il impose la mise en place de dispo-

sitifs novateurs opérationnels pour les acteurs publics et privés. La réactivité des acteurs est une composante de la compétitivité des territoires. Un éclairage sur leurs échelles et échelons d'action est nécessaire, à mettre en parallèle avec le sens et la portée des outils existants (leviers d'action ? Trop d'outils tue l'outil ?).

Encore en phase de démarrage, ce projet soumet déjà de premiers enseignements, surtout méthodologiques qui renvoient plus spécifiquement aux VR1 et VR3.

Les terrains d'étude

Les terrains ont été déterminés en accord avec les partenaires professionnels sur la base de deux critères de sélection. Les systèmes urbains en présence sur le territoire et la problématique d'usage d'une part et la connaissance et les intérêts stratégiques des acteurs d'autre part. Ainsi, les attentes des chercheurs et celles des acteurs ont convergées pour aboutir à l'identification de huit terrains (tableau 1). Ces derniers seront aussi replacés dans le contexte du Grand Ouest en particulier dans le cadre des volets de recherche (VR) 1 et 5.

2- PREMIÈRE LECTURE DU « RURAL EN TRANSITION » À L'AUBE DU RECENSEMENT RÉNOVÉ DE L'INSEE

Clairement identifiable jusqu'à la Seconde guerre mondiale par son organisation spécifique, son système de production, son registre de valeurs propres, l'espace rural apparaît ensuite, par acception urbano-centrée, intégré à la société globale, voire même assimilé (Mendras, 1984). Ainsi, par étalement depuis une ville-centre, prend forme un espace original, hybride, aux aspects d'entre-deux ou de marge, aux caractères tant urbains que ruraux : l'espace périurbain.

Cet espace pluriel suscite depuis les années 2000 des questions quant à son autonomisation, avec de fortes variations spatiales et temporelles. Dans ce cadre, la périphérie tend à devenir centrale (Arlaud et al, 2005) tout en se fragmentant. D'autres discontinuités spatiales prennent forme, ou encore des espaces flous, peu stabilisés, à leurs marges. Parfois qualifiés de « tiers espace » (Vanier, 2003), ils sont traversés par de nouvelles tensions – entre les lieux, les moments, les populations –, par de nouvelles césures, parfois invisibles au premier abord.

Tableau 1 - Grille de définition des terrains d'étude

	Petite ville	Multi-influences urbaines	Périphéries d'agglomérations
Littoral proche de l'urbain	50-Coutances		17- Plaine d'Aunis 56-Lorient (arrière pays de)
Développement industriel	79- Bressuire 53- Château-Gontier		
Résidentiel avant tout		56-Le Coglais 49-Val de Loire-Authion	14-Sud de Caen

D'une certaine manière, le « rural en transition » mis en exergue par la SEGESA (DATAR, 2003) s'avère un lieu d'expérimentation pour aborder cette question d'autonomisation que nous avons formulée au travers de la notion de ressource territoriale. Sans préjuger des cadres territoriaux envisagés par la DIACT ou la SEGESA (Bontron, 2007), le VR1 a pour finalité d'aider à la compréhension de ces espaces encore mal connus, souvent en gestation, et surtout en mouvement même dans leur définition. Ainsi, dans une typologie de 1993, il est classé « espace rural intermédiaire à agriculture significative »⁷ ; dans la typologie de 2003, il est reconnu qu'une partie des cantons touchés par une « diffusion périurbaine élargie » est à isoler de ceux demeurant dans cette moyenne, et des nouvelles dénominations : « périurbain de proximité » et « rural en voie de périurbanisation ». Que devient donc ce rural en marge des dynamiques périurbaines ?

Un premier travail de caractérisation du rural en transition dans le Grand Ouest a été mené en partenariat avec le CETE-Ouest, en s'appuyant surtout sur les données des derniers RGP (2006, 1999, 1990), complétés avec d'autres bases, certaines propres au Ministère de l'ex-Equipement (FILOCOM, SITADEL). Selon la même démarche que pour qualifier le « rural en transition », l'échelon de base est le canton.

Les premiers résultats de l'analyse du recensement rénové montrent que cette caractérisation du « rural en transition » par rapport aux autres cantons est toujours valable dans les grandes lignes : cette catégorie se distingue par un taux d'agriculteurs plus faible qu'en 1999 bien entendu, mais il reste élevé par rapport aux autres cantons ; un taux d'ouvriers qui est aussi parmi les plus élevés (il reste proche de 35 %, mais dans un contexte de hausse du nombre d'ouvriers, à l'image de toute la région rurale du Grand Ouest), et un taux d'activité féminin fort (proche de 70 % ; seuls les cantons ruraux

« en voie de périurbanisation » en 2003 font « mieux »). En réalité, c'est toute la typologie du rural qui ne semble pas avoir été bouleversée par la dernière période censitaire.

Pourtant, d'autres indicateurs témoignent au contraire de changement. Ainsi, on observe une évolution démographique très marquée par une augmentation de la population, elle-même presque exclusivement liée au solde migratoire (tableau 2). De manière générale, le dernier rapport de l'Observatoire des territoires (DIACT, 2009) souligne d'ailleurs que, sur la dernière période 1999-2005, les régions du Grand Ouest – Basse-Normandie exclues – forment avec le Sud de la France un espace qui se distingue à l'échelon européen par :

- un rebond démographique, notamment dû à un taux de migration positif ;
- une dynamique de croissance du PIB supérieure à 4% par an.

Ce rebond démographique du « rural en transition » du Grand Ouest s'établit à 0,85 % de population par an contre une moyenne métropolitaine de 0,66 %. Et cette croissance est quasi exclusivement redevable au solde migratoire, qui fournit près de 0,8 % d'accroissement annuel de population dans ces cantons. Ce constat est cependant à relativiser selon les régions et départements du Grand Ouest. Par exemple, en Basse Normandie, des territoires du « rural en transition » se portent bien mieux que les moyennes départementales en termes de solde migratoire ; mais c'est l'inverse en Poitou-Charentes, où le solde migratoire de ce rural est souvent plus faible que les moyennes départementales.

7- Liée à la diversité des activités économiques avec une présence significative à la fois des ouvriers (36%) et des agriculteurs (15,4%), avec une forte participation des femmes au travail. Le chômage y est inférieur à la moyenne de l'ensemble des groupes. Pour pratiquement tous les critères les indices d'évolution sont très proches de ceux de la moyenne des groupes (DATAR)

Tableau 2 - Dynamisme démographique du «rural en transition» du Grand Ouest

	Taux de variation annuel 1999-2006	Taux de variation lié au solde naturel	Taux de variation lié au solde migratoire
Moyenne France entière	0,66%	0,43%	0,23%
Ensemble Grand Ouest	0,81%	0,26%	0,55%
«Rural en Transition» Grand Ouest	0,85%	0,06%	0,79%

Source : INSEE (RGP 1999, 2006).

Enfin, en Bretagne, il attire une population extérieure plus encore que les moyennes départementales, alors que la situation est plus diverse en Pays de Loire. A l'échelle départementale, on retrouve cette même diversité. Les soldes migratoires de ce rural sont très élevés en Sarthe, Loire-Atlantique et Maine-et-Loire ; ils sont plutôt plus faibles en Mayenne, et variables en Vendée.

Cette vigueur démographique, essentiellement liée à une attractivité pour des populations extérieures, interroge évidemment sur la pression que cela induit sur le foncier agricole. Des analyses statistiques plus fines sont donc à mener pour mieux caractériser ces nouvelles populations, et pour articuler ces flux de personnes avec la construction de logements et les processus d'étalement urbain, ou plutôt ici de diffusion. Ce travail en cours à l'échelle du Grand Ouest vise ainsi à :

- caractériser les nouvelles populations en termes de structure par âge, de catégorie socioprofessionnelle, et cerner les dynamiques d'activités qui les accompagnent (ou les ont précédées !) ;
- caractériser ces populations en termes de revenus et de structure des revenus des territoires (part des retraites notamment) ;
- étudier la dynamique de construction de logements, en termes de nombre, de surfaces associées et de densité de logements créés (pour le dire autrement, d'intensité de consommation foncière de la construction de logements).

Dans un autre registre, la variable « PIB » est encore plus explicite pour démontrer l'attrait du Grand Ouest. Sur la période 1999-2005, la Bretagne et les Pays de Loire ont les taux de croissance du PIB les plus élevés de France, de façon encore plus remarquable que leur bonne santé démographique. La région Poitou-Charentes se maintient bien du point de vue de cette croissance du PIB, notamment grâce aux der-

nières années, alors que la variation annuelle de population est inférieure à la moyenne nationale. Enfin, la Basse-Normandie connaît une dynamique plus faible que l'ensemble du territoire métropolitain, tant pour la croissance du PIB que de celle de la population, mais cette région est en plein redressement ces dernières années.

Ce travail d'actualisation et de caractérisation du « rural en transition » s'avère un préalable indispensable pour les autres VR du projet puisque la cartographie associée au VR1 va permettre de resituer les terrains d'étude dans leur contexte local, régional et national. Cette première approche statistique, quantitative devra faire ensuite l'objet de retours après confrontation aux approches qualitatives et aux observations pragmatiques quant aux dynamiques locales.

3- REPRÉSENTATION SOCIALE DE L'ESPACE AGRICOLE : MÉTHODE ET PREMIERS ENSEIGNEMENTS

« Ce qui fait la valeur du foncier en terme d'attachement, éventuellement d'investissement affectif et de mobilisation sociale, mais également sa valeur financière est difficile à approcher [...] Explorer les usages et les représentations est donc une manière d'approcher la valeur. C'est aussi une approche de la valeur sociale du foncier en tant que support, voire de prétexte, des interactions sociales » (entretien avec Y. Le Caro, janvier 2010).

Point original du VR3, cette approche du foncier agricole oblige à concevoir une méthodologie spécifique.

Le « groupe de discussion » comme support méthodologique

Pour aborder la place de l'espace agricole dans la vie locale et obtenir des informations « sensibles » sur

ce qui fait la valeur du foncier pour les différents acteurs, on peut s'appuyer sur des discussions en groupes, ce qui distingue notre approche d'autres méthodes, telles le récit de vie ou le discours d'existence (Chalas, 2004). L'objectif est de créer un espace collectif de parole habitante réunissant des « acteurs » du territoire ayant une bonne connaissance de leur environnement, capables d'élaborer un discours intelligible. Ainsi, le groupe de discussion thématique ou *Focus Group* (Burgess et al, 1988) constitue le socle de la démarche développée.

Echelles spatiales, sociales et temporelles de l'analyse

La constitution des groupes de discussion suppose de régler la focale sur le plan spatial, social et temporel. La zone retenue pour recruter les participants détermine l'échelle spatiale de la discussion au sein du groupe. La commune semblant trop étroite par rapport au sujet et le « pays » trop vaste, nous avons retenu le canton (la communauté de commune dans de nombreuses situations). Non figé, ce périmètre permet une moindre interconnaissance que dans une seule commune, mais des distances-temps qui restent raisonnables pour participer à deux réunions. C'est aussi une échelle qui permet à tous d'avoir entendu parler des principales problématiques foncières locales.

Structurés par catégorie sociale, ces groupes reflètent le choix de distinguer des groupes sociaux, en particulier les agriculteurs. Or, le faible nombre de groupes possibles oblige à trancher entre catégories sociales pour éviter des groupes trop hétérogènes. La solution retenue a été de ne pas distinguer la position des habitants dans l'échelle sociale, d'autant que ce qui prévaut est la parole habitante.

L'échelle temporelle est celle de la mémoire individuelle, avec donc une forte préférence pour le présent. Néanmoins certaines personnes âgées ou cultivées rapportent des expériences anciennes, voire historiques (la France paysanne d'Avant-guerre, l'Ancien Régime).

La constitution des groupes de discussion

De manière générale, la méthode consiste à réunir de petits groupes relativement homogènes pour les faire échanger sur la thématique « foncier agricole ». La difficulté réside dans le choix pertinent quant à leur composition.

L'expérience de deux premiers terrains d'étude

montre que certaines catégories de population sont incontournables (agriculteurs, agricultrices, habitants non-agriculteurs) alors que d'autres émergent en fonction des terrains (associatifs⁸ dans le Coglais, fusionnés avec le groupe des habitants dans un second temps ; propriétaires bailleurs et conseillers municipaux sur Coutances) (tableau 3).

Pour le recrutement des membres du groupe de discussion, il est recherché des âges variés, la mixité, sauf pour les groupes agriculteurs/trices, la représentation de la diversité des communes, le tout en essayant d'éviter les groupes « naturels » d'interconnaissance. La prise de contact se fait en appelant des personnes désignées par différents interlocuteurs (partenaires, institutions, personnes déjà recrutées), en démarchant au porte à porte (pour les habitants, pour partie, dans le Coglais), en demandant aux personnes volontaires de trouver un autre participant.

Le fonctionnement des groupes de discussion

En nous appuyant sur la méthodologie mise en œuvre par J. Burgess *et al* (1988)⁹, et sur l'expérience des *focus groups* du programme Magie en 2007, nous avons retenu le principe de trois rencontres : la rencontre initiale, une rencontre de reprise et une de synthèse.

La rencontre initiale (entretien semi directif, filmé, durée 1h30) permet de constituer une culture commune au groupe et d'aborder les thèmes centraux.

Mettant en œuvre (imparfaitement) les idées de André-Frédéric Hoyaux (2003) sur le double entretien, la rencontre de reprise (entretien filmé trois semaines après la rencontre initiale, durée 1h45) permet une première restitution des enseignements de la première rencontre. Les contenus en sont fixés paritairement en séance par l'animateur (points oubliés, points chauds) et par les participants (souhait de prolonger la discussion, d'évoquer un fait particulier). Un échange sur photos et un bilan du groupe terminent la séance.

La rencontre de synthèse (non filmée) est proposée aux participants de tous les groupes (intergroupe). Outre une restitution (par les chercheurs, par les participants), elle permet de confronter les points de vue, de

8- Chasseurs, pêcheurs, randonneurs, naturalistes (ornithologues), etc.

9- Ces *Focus Groups* reposent sur 5 entretiens et une indemnisation des participants.

Tableau 3 - Groupes de discussion constitués sur deux terrains d'étude Dytefort

	Coglais	Coutances
Agriculteurs	X	X
Agricultrices	X	X
Habitants non-agriculteurs	X	X
Associatifs	X	
Propriétaires bailleurs		X
Conseillers municipaux		X

provoquer des échanges (stimulés par l'animateur), d'offrir des perspectives aux participants et vise une synthèse (trouver des accords, des consensus, ou bien valider des points de désaccord).

Premiers enseignements sur la méthodologie des groupes de discussion

Bien que le décryptage des enregistrements soit en cours sur les terrains explorés (Coutançais et Coglais), de premiers enseignements peuvent-être évoqués. Globalement les entretiens révèlent un foncier à forte valeur sociale :

- La possession du foncier nourrit des conflits sans produire d'enclosure : objet de conflits d'appropriation mais aussi de tolérance à la diversité des postures et des usages. Ce foncier agricole n'est pas enclos, plutôt relativement facile d'accès (variable selon les communes à cause de l'histoire des aménagements fonciers) ;

- Les usagers et les propriétaires ne sont pas assimilables. Le fermier travaille le sol du bailleur, tandis que le chasseur parcourt la parcelle du fermier, sachant que c'est le bailleur qui détient le droit de chasse initial ; quant aux cueilleurs de mûres, au riverain qui contemple, ils ont affaire au fermier...

- Un attachement social au foncier

La perte de valeur de terres maraîchères en friches sur le littoral coutançais est vécue comme un échec social (alors que c'est avant tout une question de marché européen du légume). Les élus sentent qu'ils doivent faire quelque chose pour garder le caractère agricole de la commune ! Dans le registre familial, de nombreux héritiers ne sont pas vendeurs car ce serait vécu comme une trahison familiale ; garder la terre est en ce sens une contrepartie du système de partage égalitaire des héritages.

- Le foncier : valeur peu dépendante de la rentabilité

Mais cette valeur est liée à la capacité financière

aussi bien des agriculteurs qui l'achètent et que des bailleurs, Posséder la terre ne rapporte pas. On achète la terre plus chère qu'elle ne vaut économiquement et on ne la vend pas, sauf par petits lots. Outre la distinction (Bourdieu), nous pouvons relier le rôle de la propriété foncière comme élément d'ancrage (être reconnu) et de réassurance des individus (on peut voir venir, en avoir permis d'en lâcher...) et des lignées (sécuriser le parcours de ses enfants).

A l'issue des deux mises en situation, cette méthodologie montre quelques limites, notamment au regard des difficultés du recrutement. Cela est particulièrement vrai pour le groupe des agriculteurs dans le Coutançais. De même, dans le Coglais, une élue communale n'a pu se libérer que sur le créneau des habitants. Ceci oblige à certains ajustements du protocole et, pour le Coutançais, à réaliser des entretiens de groupes complémentaires avec deux groupes naturels d'agriculteurs (« GVA du Coutançais » et membres de « Alternatives solidaires »).

Malgré ces quelques difficultés, constituer des groupes de discussions permet d'aborder le foncier agricole comme un espace-enjeu complexe, dont le chercheur estime ne pas posséder les clefs. Les groupes apportent des éclairages imprévus, révèlent des tensions et des émotions très fortes, ce qui confirme qu'il s'agit d'un sujet sensible que peuvent s'approprier des acteurs peu consultés en règle générale (agricultrices, propriétaires bailleurs).

Conclusion

En multipliant de manière cadrée les angles de recherche (gouvernance, représentation, foncier, mobilité) et en partant d'un territoire source en cours de mutation (le rural en transition du Grand Ouest), le programme DYTEFORT propose de porter un regard pluridisciplinaire complexe sur l'avenir de l'organisation et du développement des espaces ruraux français à partir d'une entrée ruralo-centrée. Cet objectif nécessite de concevoir de nouvelles méthodologies de travail (en cours), mais aussi des formes de valorisation à destination de nos partenaires professionnels.

Bibliographie

- Amblard H., Bernoux P., Herreros G., Livian Y-F., 1996, *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Seuil
- Arlaud S., Yves J., Royoux D. (coord.), 2005, *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes
- Bertrand N., Souchard N., Rousier N., et alii, 2006, Quelle contribution de l'agriculture périurbaine à la construction de nouveaux territoires : consensus ou tensions ?, *RERU*, n°3 : « Les territoires du développement régional : quelques leçons de PSDR », p. 329-354.
- Bonin S., 2008, La Loire-milieu, outil du développement durable, in Bonin S., Blanc N. (dir.), *Grands barrages et habitants : les risques sociaux du développement*, coll. Natures sociales, Quae
- Bonin S., 2004, De l'eau à la ressource territoriale ? Réflexion à partir de l'aménagement de la Loire et de la Garonne, in *Actes du colloque Ressources territoriales, Montagnes méditerranéennes*, CD-rom
- Bontron J.-C., 2007, Dynamiques territoriales de l'agriculture et des espaces ruraux français, *Ingénieries*, n° spécial FEADER, p. 41-51
- Burgess J., Limb M., Harisson C.-M., 1988, Exploring environmental values through the medium of small groups. Part one : theory and practice. *Environment and planning A*, n°20, p. 309-326.
- Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Seuil.
- Chalas Y., 2004, *Imaginaire aménageur en mutation : cadres et référents nouveaux de la pensée et de l'action urbanistiques : contribution au débat*, L'Harmattan, 340 p.
- DATAR, 2003, *Quelle France rurale pour 2020? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*. La documentation Française, 63 p.
- DIACT, 2009. *Dynamiques et développement durable des territoires. Rapport de l'Observatoire des Territoires 2008*. La Documentation française.
- Duvillard S., Sgard A., Ziotti C., 2007, *Les territoires de montagne bousculés par la pression foncière : le poids des politiques publiques dans les trajectoires territoriales*, 6ème rencontres de Macon
- « Tourisimes et Territoires », pré-actes, disponible sur www.recherche-maconnais.org/Duvillard.pdf
- INSEE Pays de Loire, 2007, *Dossier Huit enjeux pour le littoral de la Loire-Atlantique*
- Le Caro Y., Madeline P., Pierre G. (dir.), 2007, *Agriculteurs et territoires. Entre productivisme et exigences territoriales*. Presses universitaires de Rennes.
- Mendras H., 1984, *La fin des paysans – 20 ans après*, Actes Sud
- Morardet S., 1994, Pratiques et stratégies foncières des agriculteurs : un outil d'analyse pour l'aménagement des zones fragiles, *CEMAGREF, série Gestion des Territoires n°14*, 292 p.
- Prados M.-J., 2005, Territorial recognition and control of changes in dynamic rural areas. Naturbanization process in Andalusia (Spain), *Journal of environmental planning and management*, 48 (1), p. 65-83
- Sencébé Y., 2005, Absences et présences aux lieux : la dialectique territoriale des espaces en creux, in Ganne B. (éd.), *Les creux du social. De l'indéterminé dans un monde se globalisant*, L'Harmattan, coll. Logiques sociales, p. 127-157
- Vanier M., 2003, Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers espace, *Revue de Géographie alpine*, (RGA), n°4, p. 79-92